



DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE

Ville de Vincennes

**DOSSIER : N° DP 094 080 23 00245**

Déposé le : **09/10/2023**

Dépôt affiché le : **09/10/2023**

Demandeur : **SFR**

Représenté par : **Monsieur VERDES Xavier**

Nature des travaux : **Remplacement de trois antennes**

Sur un terrain sis à : **53 rue de Fontenay à Vincennes (94300)**

Référence cadastrale : **N 1**

### ARRÊTÉ

d'opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Vincennes

### ARRÊTÉ N°

#### Le Maire de la Commune de Vincennes

VU la déclaration préalable présentée le 09/10/2023 par SFR, représenté par Monsieur VERDES Xavier,  
VU l'objet de la déclaration :

- pour le remplacement de trois antennes existantes ;
- sur un terrain situé : 53 rue de Fontenay à Vincennes (94300)

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Code du Patrimoine et notamment les articles L.621-32 et L.632-1,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 30 mai 2007, modifié les 30 septembre 2009, 29 septembre 2010, 29 juin 2011, 18 décembre 2013, 29 mars 2016, 30 janvier 2017 et le 1er octobre 2019,  
VU le règlement d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) approuvé par délibération du conseil municipal du 25 septembre 2013,

VU l'avis défavorable du service métropolitain de l'architecture et du patrimoine - pôle 94 en date du 28 novembre 2032,

**Considérant** que le projet porte sur la modification d'un relais de radiotéléphonie mobile existant sur un monument historique inscrit,

**Considérant** l'avis défavorable du service métropolitain de l'architecture et du patrimoine - pôle 94 qui précise que :

- Le projet porte sur un monument historique inscrit (toiture de l'hôtel de ville de Vincennes). A ce titre, un permis de construire sur monument historique inscrit est nécessaire. Cette déclaration préalable ne peut donc pas être acceptée

**Considérant** que le dépôt d'une déclaration préalable n'est pas adapté pour ce projet sur un monument historique inscrit,

## ARRÊTE

### **ARTICLE UNIQUE**

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'**opposition**.



Vincennes, Le

- 7 DEC. 2023

Charlotte LIBERT-ALBANEL

Maire de Vincennes

Conseillère Régionale d'Ile-de-France

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales*

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)